

Communiqué de PRESSE

Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute-Garonne
Centre Régional des Finances Publiques, Place Occitane, 31039 Toulouse cedex
<http://www.dgfip.cgt.fr/31> // ● cgt.dr31@dgfip.finances.gouv.fr ●

Toulouse, le 30 novembre 2018

La CGT Finances publiques 31 s'associe à la **manifestation de ce samedi à 14h00 au départ de la place Arnaud Bernard, à l'appel des organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires de Haute-Garonne.**

Elle fait siennes les revendications exprimées par ces trois organisations syndicales :

Gilets jaunes, gilets syndicaux :

Tous ensemble pour imposer une autre répartition des richesses :

- *Augmentation du pouvoir d'achat (salaires, pensions, minima sociaux)*
- *Plein emploi*
- *Justice fiscale*
- *Services publics*
- *Retraites et protection sociale...*

Il est incontestable que bon nombre de revendications portées par les gilets jaunes sont en phase avec celles de la CGT.

En matière de fiscalité, nous tenons à rappeler que **la CGT défend le développement d'un impôt sur le revenu progressif et une baisse de la TVA (TVA : impôt injuste par essence).**

Elle s'oppose au prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, qui complique le recouvrement de l'impôt et n'apportera aucun gain en matière de recettes publiques (la commission sénatoriale qui avait analysé le projet, il y a deux ans a même prévu une diminution des recettes). De surcroît, **la fusion probable, à terme, de l'impôt sur le revenu et de la CSG, permettra à l'État un contrôle du budget de la sécurité sociale**, préalable à la main-mise des assurances privées sur ce fructueux magot financier.

Nous restons favorables à la généralisation de la mensualisation de l'impôt sur le revenu, système déjà en place depuis des dizaines d'années et dont le fonctionnement est beaucoup plus souple que l'usine à gaz que constitue le prélèvement à la source, inadapté à notre système fiscal basé sur le foyer fiscal et le quotient familial.

Pour accroître les difficultés des personnels des Finances publiques, **l'administration fiscale supprime encore nationalement 2 130 emplois au 1^{er} janvier 2019, après 35 000 suppressions en 15 ans.** Pour faire face à l'affluence massive d'utilisateurs attendue en ce début d'année, le directeur général a publié une note de service demandant aux directions locales de limiter la prise de congés sur les mois de janvier et février 2019. Dans le même temps, pour donner aux usagers l'illusion que l'administration va répondre au téléphone à leurs légitimes inquiétudes, **un recrutement de 50 contractuels en CDD est effectué (4 pour la plateforme de Haute-Garonne). Ces contractuels seront formés en 2,5 jours. De qui se moque-t-on ?**

Cela fait 30 ans que les plans d'austérité se succèdent dans notre pays. **Nos gouvernants s'expriment dans tous les médias sur la baisse nécessaire des dépenses publiques mais la question des recettes n'est quasiment jamais évoquée.**

La CGT Finances publiques revendique la mise en place d'une véritable lutte contre la fraude et l'évasion fiscale qui permettrait d'apporter au budget de l'État les milliards nécessaires à la satisfaction de bon nombre des besoins sociaux exprimés dans le mouvement qui s'exprime fortement dans notre pays depuis plusieurs semaines. **100 milliards d'euros,=le montant de la fraude et de l'évasion fiscale en France, est en augmentation de 20 % depuis 2013 !**

Au niveau mondial, 17 000 à 25 500 milliards d'euros, selon les estimations, sont dissimulés dans les zones défiscalisées du globe (à titre de comparaison, le PIB mondial est de 66 956 milliards d'euros).

Nous demandons les moyens humains et juridiques pour que l'État se dote enfin des capacités de récupérer cet argent confisqué au développement de notre industrie et de nos services publics. Au lieu de s'acharner en matière de recouvrement sur les salariés, chômeurs et retraités (il est extrêmement aisé et rapide de saisir un salaire, les indemnités de pôle emploi, une pension ou un compte bancaire), l'administration fiscale pourrait ainsi se consacrer aux montages financiers complexes qui conduisent à ce que de plus en plus d'argent s'échappe vers les paradis fiscaux. Cela ne peut s'envisager sans moyens humains et sûrement pas en consultant Facebook comme l'a récemment suggéré le Ministre des comptes publics Gérard Darmanin.

Les ressources de la fiscalité doivent être au service du plus grand nombre et non au seul bénéfice d'une oligarchie de plus en plus riche !

Vous trouverez en pièce jointe **l'appel à la manifestation** de samedi ainsi que **le dossier de la Fédération des Finances CGT qui expose de manière plus détaillée nos propositions en matière de fiscalité.**

Contact presse : Jean-Marc SERVEL